

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 15/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GROUPE PROGRES SA**

103 av du progres  
69680 Chassieu

Références : UDR-SSDAS-24-151-ACA  
Code AIOT : 0010600294

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2024 dans l'établissement GROUPE PROGRES SA implanté 103 AVENUE DU PROGRES 69680 Chassieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 12 juin 2024 s'est déroulée dans le cadre de l'action nationale sur la thématique sécheresse compte-tenu de la nécessité d'une gestion équilibrée de la ressource en eau en période de sécheresse.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GROUPE PROGRES SA
- 103 AVENUE DU PROGRES 69680 Chassieu
- Code AIOT : 0010600294

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Le Progrès situé à Chassieu est autorisé par l'arrêté préfectoral du 12 août 2003 à exploiter des activités d'imprimerie sur support papier par la technique offset.

L'arrêté préfectoral précité a été modifié par l'arrêté préfectoral du 23 mars 2004.

A ce jour, le site est:

- autorisé au titre uniquement de la rubrique 2450: imprimeries sur support papier par technique offset : quantité maximum d'encres consommé de 100kg/j ;
- soumis à déclaration pour les rubriques:1530-2, 2910-A-2 et 2925.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'Inspection a constaté que l'arrêté préfectoral du 12 août 2003 devra être actualisé en raison notamment de la cessation partielle d'activité et des modifications induites notamment sur l'alimentation en eau du site et le périmètre du site.

L'Inspection a également noté que l'exploitant était en attente d'une mise à jour de l'arrêté de déversement du Grand Lyon.

La visite a aussi permis de contrôler la présence de la vanne guillotine d'isolement des eaux susceptibles d'être polluées en aval du bassin. La vanne n'est actionnable qu'automatiquement, il serait opportun de permettre une manipulation manuelle en cas de défaillance électrique.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sécheresse – Compteur et registre des prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
2	Sécheresse – Entretien et vérification du compteur	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 9	Sans objet
3	Sécheresse – Milieux de prélèvement et volumes prélevés	Arrêté Préfectoral du 12/08/2003, article Annexe 4	Sans objet
4	Sécheresse – Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 § II et III	Sans objet
5	Sécheresse – GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
6	Sécheresse –	Arrêté Préfectoral du 22/06/2023,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Exemption aux restrictions – Cas 1	article Annexe 4 (tableau C) et Annexe 5 (point 10)	
7	Sécheresse – Rejets dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 12/08/2003, article Annexe 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitation du site était conforme à ce qui est attendu par rapport à la sobriété hydrique.

Le site est bien entretenu. L'inspection souligne que le résinage de la zone de dépotage des encres a été refait en 2022 et que la bâche du bassin de rétention des eaux a été refaite en 2023.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Sécheresse – Compteur et registre des prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des consommations d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Installations de prélèvement d'eau munies d'un dispositif de mesure totalisateur.</li> <li>- Dispositif de mesure relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur.</li> <li>- Résultats portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p>Le site est équipé de deux compteurs principaux à l'entrée dont un spécifique au réseau incendie, situés à proximité du bassin de rétention, et de trois sous-compteurs situés dans le bâtiment. L'Inspection a constaté la présence des deux compteurs à l'entrée de l'établissement. L'index du compteur général était à 2336 m<sup>3</sup> et celui « incendie » à 1024 m<sup>3</sup>. Le débit prélevé n'est pas susceptible de dépasser 100m<sup>3</sup>/j.</p> <p>Par courriel du 12 juin 2024 l'exploitant a transmis le relevé mensuel de ses compteurs sur les six dernières années ainsi que le suivi de la consommation d'eau depuis 2013. L'exploitant a précisé que le relevé du compteur était réalisé par un prestataire extérieur, Dalkia. La consommation totale sur l'année 2023 a fortement diminué par rapport à celles des années précédentes. Elle est passée d'environ 3950 m<sup>3</sup> à 2100 m<sup>3</sup>. A fin mai 2024, la consommation s'élevait à 1211 m<sup>3</sup> dont environ 300 m<sup>3</sup> pour le process. Les eaux de process sont utilisées pour deux besoins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour le procédé d'impression offset (mouillage) ;</li> <li>• pour humidifier l'air ambiant afin que le papier en bobine ne soit pas trop cassant.</li> </ul> <p>Une partie de la consommation d'eau est également liée aux essais de débit et pression sur les postes incendie lors des vérifications périodiques.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Sécheresse – Entretien et vérification du compteur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des consommations d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas de contrôle spécifique des moyens de mesures et d'évaluation du volume prélevé. L'exploitant s'est engagé lors de l'inspection à solliciter Dalkia afin d'ajouter ce contrôle dans la prestation réalisée. Il est également recommandé de s'assurer du bon fonctionnement des disconnecteurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Sécheresse – Milieux de prélèvement et volumes prélevés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/08/2003, article Annexe 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des consommations d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  La quantité maximale annuelle prélevée dans la nappe phréatique sera limitée à 260 000 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué à l'Inspection que le forage n'est plus utilisé et a été comblé par des techniques appropriées lors de la cessation partielle d'activité sur les parcelles BY180 et BY387. L'eau consommée sur le site provient du réseau d'alimentation en eau potable (une seule alimentation).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Sécheresse – Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 § II et III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des consommations d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Plan des réseaux d'alimentation établis, mis à jour, datés faisant notamment apparaître : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution

<p>alimentaire, etc.) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan des réseaux mis à jour en 2020.</p> <p>Le plan comporte la quasi totalité des éléments définis à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998. L'Inspection note toutefois que les vannes, les compteurs et les points de rejets ne sont pas représentés.</p> <p>Par courriel du 12 juin 2024, l'exploitant a transmis le plan avec l'ajout de la vanne d'isolement des eaux susceptibles d'être polluées. L'exploitant mettra à jour son plan des réseaux afin d'ajouter les compteurs et les points de rejets. Ce plan sera tenu à disposition de l'IIC.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Sécheresse – GERE**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des consommations d'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant déclare chaque année dans l'application GERE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/ an ;</li> <li>-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau (dépassement des seuils de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31/01/2008) ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise annuellement les déclarations dans l'application GERE. Il a déclaré une consommation comprise entre 4000 m<sup>3</sup> et 2600 m<sup>3</sup> entre 2020 et 2023.</p> <p>Dans le questionnaire sur la thématique sécheresse envoyé aux exploitants par la DREAL, l'exploitant a déclaré consommer 4000 m<sup>3</sup> par an dans le réseau d'alimentation en eau potable avec une moyenne sur les 10 dernières années à 3950 m<sup>3</sup> / an.</p> <p>Ces données sont cohérentes avec ce que l'Inspection a constaté le jour de la visite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Sécheresse – Exemption aux restrictions – Cas 1**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/06/2023, article Annexe 4 (tableau C) et Annexe 5 (point 10)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exemption des restrictions pour les établissements faibles consommateurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

Mesures de restriction sécheresse « forfaitaires » non applicables à l'alimentation des usages process des ICPE consommant moins de 1000 m<sup>3</sup>/an prélevés dans le milieu et moins de 7000 m<sup>3</sup>/an pour le total prélevé (réseau d'eau potable et milieu)

Autres dispositions applicables dans ce cas dès le niveau d'alerte :

- Mise en œuvre de dispositions au moins temporaires de réduction des prélèvements d'eau pour limiter au maximum les consommations.
- Report des opérations exceptionnelles fortement consommatrices d'eau.
- Le cas échéant, application des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse fixées dans l'arrêté préfectoral

Registre hebdomadaire pour les prélèvements dans les milieux dès le niveau de vigilance quelque soit l'usages non domestiques de plus de 1000 m<sup>3</sup>/an.

#### Constats :

Le site est situé dans la zone 8 Est Lyonnais. Ce territoire peut être soumis à des mesures de limitation des usages de l'eau.

Dans le questionnaire sur la sécheresse de la DREAL, l'exploitant a demandé à être exempté des mesures de restriction compte-tenu d'une faible consommation d'eau.

L'exploitant a présenté les différentes mesures mises en place depuis l'année dernière afin de limiter au maximum la consommation d'eau de process :

- ajout d'une machine qui permet de recycler les eaux de mouillage (économie d'environ 500 m<sup>3</sup> / an)
- suppression de buses de maintien de l'humidité dans certaines zones.

Par ailleurs l'exploitant précise qu'il n'y a jamais d'arrosage des espaces verts ni de lavage de véhicules sur site.

Lors de l'Inspection l'exploitant s'est engagé à mettre en place un suivi hebdomadaire de sa consommation d'eau en cas de période de sécheresse.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Sécheresse – Rejets dans l'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/08/2003, article Annexe 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance et qualité des rejets dans l'eau

**Prescription contrôlée :**

Cf. tableau des valeurs limites d'émission des rejets aqueux

#### Constats :

L'exploitant a indiqué dans le questionnaire DREAL qu'environ 1700 m<sup>3</sup> / an étaient rejetés à la station d'épuration.

L'exploitant a précisé qu'il n'y avait pas rejets d'eaux industrielles. Les eaux de process rejoignent une cuve enterrée de 5 m<sup>3</sup> qui fait l'objet d'évacuation en déchets dangereux (eaux + hydrocarbures) deux fois par an. Les eaux pluviales de voiries et de toiture rejoignent le bassin de rétention de 900m<sup>3</sup> après passage par un séparateur hydrocarbures. Les eaux pluviales et sanitaires rejoignent le réseau public puis la station d'épuration.

Par courriel du 12 juin 2024, l'exploitant a transmis les résultats d'analyses des eaux pluviales réalisées le 24/10/2023 par Bureau Veritas. Les valeurs de l'ensemble des paramètres sont conformes à l'AP.

**Type de suites proposées :** Sans suite